

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La bataille est dans la rue

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 31 octobre 2007

Démocratie & Socialisme

Que retiendra-t-on de ce mois d'octobre ? Un mois pathétique qui aura vu la grande désillusion des fans de rugby ou un joli mois d'octobre rouge qui verra le début d'érosion du pouvoir Sarkozyen ?

Bien que les médias n'en font pour l'instant qu'un très faible écho, la rentrée sociale semble vouloir s'inviter à la table des discussions. Il faut dire que les sujets de polémique ne manquent pas, tant le gouvernement est pressé de mettre en place cette pseudo-rupture tranquille (qui ressemble à si méprendre à une continuité néolibérale). Leur souhait le plus cher est d'en finir avec l'esprit de 68. Non pas celui des mondains de gauche type Bernard Kouchner (et pour cause), mais celui de centaines de milliers de salariés unis pour le progrès social. Pour cela il met en place un véritable plan de bataille. Au menu de l'ogre néo-libéral, tout d'abord écraser les résistances salariales. Pour le secteur privé, c'est facile combiner la peur du chômage avec la pseudo promesse de leur faire gagner plus (inutile de préciser une fois de plus la fumisterie de ce discours qui a malgré tout fait des ravages dans les rangs du salariat). Pour le secteur public, là, c'est plus dur. Pour arriver à ses fins il faut avant tout réduire le rôle des syndicats et la force de ces « nantis » de fonctionnaires.

La première salve est pour les transports : création du service minimum. Saupoudrer cette attaque d'un populisme éhonté laissant croire que les dysfonctionnements sont uniquement dûs au fait de grèves. Alors qu'en réalité ils n'en représentent que 2%. Mais ils sont au combien révélateurs de la politique de restriction budgétaire responsable des défaillances matérielles, des insuffisances de moyens humains, financiers... Entraînant ainsi une baisse de la qualité du service par la suppression de dessertes, des retards, des dégradations de la fiabilité. Tout cela dans le but évident de casser la machine pour mieux privatiser. Ainsi cette loi sur les services ne réglera en rien les problèmes rencontrés par les usagers (preuve à l'appui : la situation des transports anglais), mais n'a comme seul objectif de contrer le pouvoir de blocage que représente une grève. C'est donc une atteinte directe au droit de grève, victoire sociale de 1880, garantie par la constitution, qui fut l'un, si ce n'est le moteur de progrès social du XXe siècle.

Dans le même registre la deuxième salve est pour les retraites, histoire de terminer le travail entamé en 1993 par le mentor de Sarkozy : Balladur, avec ses décrets. Et ce sous prétexte d'assurer le financement des retraites et surtout de l'« équité » entre privé/public. Le financement des retraites de « régimes spéciaux » ne représente aujourd'hui seulement que 4,2% du total des retraites et sera d'environ 1,6% à l'horizon 2025. C'est dire si la découverte par le gouvernement de ce gigantesque trésor est susceptible de sauver le régime des retraites. D'autre part, la notion d'« équité » apparue dans la bouche d'un Sarkozy défenseur de la classe patronale, ne s'applique seulement qu'aux salariés. Quid des retraites et des parachutes dorés des dirigeants d'entreprises ? Ces soi-disant régimes spéciaux sont en fin de compte les survivances des luttes sociales passées et des acquis gagnés par le salariat après la deuxième guerre mondiale. L'objectif poursuivi par le gouvernement du Medef est donc une fois de plus d'écraser les secteurs qui furent le fer de lance des grandes grèves de 1995. Dans le but de passer d'un système de solidarité à un système de retraite par capitalisation. Preuve en est du fleurissement de toutes les nouvelles pub offertes par telles ou telles banques pour financer notre retraite.

Troisième salve et non des moindres le démantèlement progressif de la sécurité sociale et de l'ensemble du système de santé, par l'instauration de nouvelles franchises médicales. Cette nouvelle trouvaille pour faire des économies doit être replacée dans un contexte d'instauration progressive de forfaits. Pour rappel celui de 1 euro sur les consultations depuis 2004, celui de 18 euros sur les actes supérieurs à 91 euros depuis 2006, le forfait hospitalier mis en place en 1983. Ajoutons à cela la restructuration de la carte Hospitalière dans une logique purement financière (Hôpital 2007 en attendant d'aller encore plus loin avec Hôpital 2012). Cette nouvelle réforme va une fois de plus toucher de plein fouet notre système de soins. L'objectif dissimulé est la privatisation progressive et l'émergence progressive d'une médecine à deux vitesses semblable au système américain tel que le décrit Mickael Moore dans son dernier film. Ces franchises médicales ont pour prétexte deux arguments fallacieux. Tout d'abord, assurer l'équilibre de l'assurance maladie, on offre donc au patronat une baisse de cotisation pour offrir au salariat de nouvelles dépenses. D'autre part, il est temps selon Sarkozy de « responsabiliser les malades pour qu'ils

consomment moins ». Alors oui la demande de soin risque de diminuer, mais cela va se faire aux dépens des patients qui n'auront plus les moyens de se payer le droit à la santé (droit fondamental inscrit dans la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen). Et donc vers un abandon du système de prévention pourtant au combien nécessaire si l'on veut éviter des catastrophes sanitaires du type Canicule en 2003.

Toutes ces raisons poussent donc le salariat à sortir de sa réserve. Devant de telles attaques, nous, jeunes de l'Offensive Socialiste nous continuerons à dénoncer les méfaits de cette politique néolibérale. Nous oeuvrons donc dans l'unité d'action, pour que tous ces mots d'ordres convergent. Nous sommes déjà au côté de notre classe dans la rue, pour infliger à Sarkozy et sa clique du Medef une première défaite sociale qui en appellera d'autres...